

Ingrédients :

500g de poudre à laver
 200cl d'eau
 250g de farine
 2 pincées de sel
 1kg de sucre
 6 blancs d'œufs

Mélangez dans un grand saladier la farine et la poudre à laver, et creusez-y un puits.

Versez les blancs dans le puits ainsi que le sucre, mélangez le tout, ajoutez un peu de sel, puis versez de l'eau jusqu'à la consistance voulue. C'est-à-dire une gélatine visqueuse et collante.

Astuce : Ajoutez de la gouache pour colorer le tout.

Une fois votre mixture prête, vous pouvez la conserver un peu au frigo mais dès la première charge, vous pouvez l'étaler sur la route afin d'engluer les CRS. Vous pouvez aussi leur lancer dessus afin de ralentir leurs mouvements...

Qui sommes-nous ?

Après cinq ans de gouvernement Jospin, la faillite de la gauche plurielle (PS, PC et Verts) est révélée avec fracas au soir du 21 avril 2002 avec pour la première fois Le Pen au deuxième tour d'une présidentielle. Le bilan est sans appel pour la gestion sociale-libérale du capitalisme. A l'inverse, l'extrême gauche atteint près de 10 %, indiquant le besoin d'une politique alternative.

En mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin réussit à provoquer l'un des plus gros mouvements sociaux depuis Mai 68 contre sa réforme des retraites. Suivi par un énorme rassemblement militant dans le Larzac à l'été, l'ampleur de la mobilisation, ainsi qu'une approche moins identitaire du militantisme indiquent que des ressources existent pour construire une nouvelle force politique anticapitaliste ancrée dans les luttes.

C'est ce contexte qui a conduit environ 80 militantEs de l'agglomération de Nancy, issuEs de différentes organisations syndicales, politiques ou associations (AL, ATTAC, Cacendr, CGT, CNT, FSU, La Rue Qui Gouverne, LCR, SUD...) et aussi de non-encartés à lancer le 1^{er} mai 2004 un appel, « *Rassemblement pour en finir avec le capitalisme* », à l'origine du Rezo-antiK. Le projet de l'appel étant de construire un cadre commun à des militantEs provenant de différentes traditions (marxistes, libertaires, écologistes...), ne convergeant pas obligatoirement sur toutes les questions mais étant d'accord sur un socle minimum de principes anticapitalistes, et pas seulement antilibéraux. L'idée était alors de dépasser les clivages organisationnels sans gommer les différences, d'unir les forces sur ce qui pouvait l'être plutôt que de marcher séparément.

Trois ans plus tard, malgré des initiatives qui ont rencontré un relatif succès comme les Rencontres Anticapitalistes en janvier 2005, force est de constater que l'objectif initial du Rezo-antiK n'a pas du tout été atteint. Différents facteurs ont pesé dans ce sens, notamment le repli des organisations existantes sur elles-mêmes, et l'absence de relais au plan national y compris de la part d'organisations se déclarant officiellement favorables au rassemblement des anticapitalistes.

Le Rezo-antiK a malgré cela continué à fonctionner, bien que l'élan unitaire anticapitaliste ait été balayé par d'autres projets comme ceux aux contours flous du rassemblement antilibéral. Nous restons convaincuEs de la nécessité d'une force politique qui soit prête à défendre jusqu'au bout les intérêts des salariéEs, des sans-papiers, sans-logement, sans-emploi, c'est-à-dire d'une force qui mise sur les luttes plutôt que sur les élections, et qui ait pour projet de sortir du capitalisme plutôt que de l'aménager.

Le Rezo-antiK publie des tracts, participe à différentes luttes et collectifs, il est un lieu de confrontation et d'élaboration par le débat entre militantEs de différents horizons, notamment à l'occasion des cafés anticapitalistes. N'hésitez pas à participer à ses activités.

**EDITO**

Nous sommes des millions

A force de réduire la politique à un plan média et de faire le beau devant les caméras, on dirait bien que Sarkozy a fini par se prendre les pieds dans le tapis : la réalité sociale le rattrape, et comme il aime monter en première ligne on espère bien qu'il ne va pas s'en remettre.

Jusqu'ici la stratégie du gouvernement est un peu celle du bulldozer. Sarkozy, Fillon et consorts tapent partout et sur tout le monde en même temps en espérant bien faire passer l'essentiel. Ils préviennent qu'il y aura des grèves, il y a des grèves, et ils espèrent bien que les choses vont en rester là. Il faut leur donner tort !

Les fronts ouverts sont multiples, tout le monde les connaît : retraites (fin des régimes spéciaux et 41 annuités pour tous), sans-papiers (expulsions à tours de bras pour satisfaire les quotas), franchises médicales d'un côté et cadeaux fiscaux aux hauts revenus de l'autre, démantèlement des universités et de la recherche, suppressions massives de postes dans la Fonction publique...

Tout cela ne sort cependant pas de rien. Le terrain a été préparé par les nombreuses réformes libérales des dernières décennies, conduites par les gouvernements de gauche comme de droite. Il a surtout été facilité par la confusion idéologique orchestrée par la gauche qui depuis plus de vingt ans puise dans le fonds de commerce de la droite au nom de la « modernité » : louange de l'entreprise et du profit, de la « sécurité », de la nation, de l'individualisme.

Plus encore que les transfuges socialistes récemment passés du côté du gouvernement, la proximité du PS vis-à-vis de l'UMP est révélée par le positionnement sur les attaques en cours : sauf à la marge comme sur l'ADN, le PS soutient la réforme des universités, il soutient la casse des régimes spéciaux de retraite, il refuse la régularisation de tous les sans-papiers. Mieux, sur le mini-traité européen qui revient ouvertement sur le résultat du référendum du 29 mai 2005, le

PS soutient entièrement Sarkozy et annonce que cette fois-ci, ses députés feront en sorte qu'il passe. Il est vrai que sur le fond, le PS a de la continuité.

Nous sommes des millions. Des millions de salariés, de chômeurs ou de jeunes, des millions d'hommes et de femmes, de français ou d'immigrés, des millions à subir ces attaques dont l'unique fonction est d'assurer le taux de profits et le maintien d'une couche parasitaire de grands patrons et gros financiers à la tête du CAC 40.

Nous avons le nombre et les moyens de renverser l'ordre établi. Il nous reste à bâtir le projet concret d'une autre société. En partant de quelques revendications qui tombent sous le sens : 35 annuités pour tous, public comme privé ; un salaire à vie dès 14 ans, que l'on soit travailleur/se en formation, travailleur/se avec ou sans emploi, travailleur/se en retraite ; l'accès à la santé gratuite pour toutes et tous ; le droit au logement et la réquisition des logements vides pour le réaliser ; la gratuité des études et de l'accès à la culture.

Utopique ? Pas plus que d'imaginer qu'on va encore subir leur ordre pendant cinquante ans !

Prochaine réunion du Rezo-antiK

Mardi 20 novembre à 20h00
Fac de Lettre, Bd Albert 1^{er} à Nancy
Venez, c'est ouvert !

A propos de la journée de grève du jeudi 18 octobre, et des suites de la lutte

Jeudi 18 octobre. Enfin des drapeaux et des manifestants à foison ! Plus de cinq mois qu'on attendait ça. Environ 250 étudiantEs rejoignent le cortège qui s'ébranle : ils sortent d'une AG à la fac de lettres. Au final on sera autour de 2500 à savater le pavé. De la défense des régimes spéciaux de retraite à la régularisation des sans-papiers et à l'arrêt des rafles, en passant par le retour aux 37,5 annuités pour tous, ce fut surtout l'occasion de gueuler contre le pouvoir. Et pourtant, malgré tout, ce sera une manif planplan, syndicalement classique. Et pour cause ! Les centrales syndicales dites représentatives ne souhaitent pas organiser l'explosion. Aussi, un de leurs représentants prend la parole à la fin de la manif et lance à peu près ceci : « Très bien, on est très content, on va négocier avec le gouvernement, si ça donne rien alors on reposera une journée de grève en novembre qui sera *peut-être* reconductible. Vive la grève ! ». La question est combien de temps réussiront-ils à contenir la colère croissante ? Et aussi allons-nous réussir à les empêcher de saboter ce mouvement naissant ?

sœur, sa grand-mère et sa mère qui nous a préparé des spécialités pâtisseries. Le père de N. n'est pas là, mais on nous en raconte l'histoire tragique. Alors qu'il avait moins d'un an, son propre père s'était fait tuer par des policiers israéliens. Le père de N. vécut toute son enfance dans le culte du souvenir de ce père martyr. Ce souvenir associé à l'engagement militant et résistant que partagent quasiment tous les jeunes de Jénine lui fera commettre l'irréparable. Il fabriqua une bombe artisanale qu'il destinait à un commissariat de police, mais se fit arrêter avant de la poser. Condamné à dix ans d'emprisonnement, il en passa une grande partie dans une espèce de mitard sombre. La privation sensorielle est l'une des formes de torture répandue dans les geôles israéliennes. Ses yeux ne l'ont pas supporté. À sa libération, il sortit presque aveugle. Malgré tout, N. refuse de suivre la voie de la lutte armée. Il nous parle avec aigreur de la vie infligée aux Palestiniens : la privation de toute liberté de déplacement, les humiliations aux check-points où il a vu, sous la menace du fusil d'un soldat qui s'ennuie, des hommes contraints à se déshabiller ou même à danser en échange d'un droit de passage, le manque d'eau, les infrastructures détruites par les chars et les bulldozers, la situation économique d'un pays qui étouffe. Mais plutôt que d'utiliser la force, il dit préférer « mettre son intelligence au service de la résistance », ne pas abandonner ses études et militer. « Comment peut-on se battre contre des F-16 et des chars ? », nous dit-il, tout en reconnaissant que sans l'action des combattants, les israéliens auraient déjà pris le contrôle de la totalité du pays et déplacé sa population hors du grand Israël.

A chaque fois, ce qui nous surprend c'est le recul avec lequel les Palestiniens considèrent le quotidien qu'ils vivent. Ils ne manifestent aucune haine envers le peuple israélien, mais seulement contre son gouvernement et l'armée. À l'inverse, en entretenant un climat de paranoïa, la propagande idéologique et sécuritaire d'Israël fait tout pour nourrir la haine que sa population doit vouer aux arabes, alors que celle-ci n'a à vivre aucune situation d'occupation, de privation ou d'humiliation.



rituelle, les militants traversent la foule jusqu'à l'estrade. Les combattants du Hamas en premier : uniformes militaires, casques, fusils au bras et grenades à la poitrine. Ensuite viennent les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa : aussi lourdement armés, tout en noir, cagoule noire avec un bandeau noir aux inscriptions jaunes. Enfin, arrivent les « suicide bombers » du Djihad islamique, combattants les plus radicaux se destinant aux attentats-suicide : habillés tout en blanc, cagoule blanche et bandeau grillagé vert sur les yeux. Arrivés à la tribune, ils tirent en l'air. Très remontés, les leaders prennent tour à tour la parole. Zakaria Zubeidi, le grand leader du camp harangue longuement la foule pour que le combat contre l'ennemi continue. Puis, dans ce climat électrique survient le clash : deux combattants s'empoignent, les coups de feu partent, la foule se met à paniquer, les femmes et les enfants poussent des cris stridents, tout le monde se met à courir. Nous nous réfugions derrière une camionnette le temps que les choses retrouvent leur calme.

C'est notamment pour les enfants que le climat nous semble malsain. Ceux que nous voyons courir autour de nous sont autant excités par l'évènement qu'effrayés par la foule et les coups de feu. Certains, déguisés en combattants et brandissant leurs armes en plastique, jouent à se battre ou à poser à la manière des héros sur les affiches placardées dans tout le camp. Mais ce n'est pas particulièrement la commémoration d'aujourd'hui qui est la cause de cette excitation. Ce matin même, un des instituteurs du camp nous décrivait l'état permanent d'énervement des enfants, la paranoïa ou bien l'agressivité de nombre d'entre eux, le fait qu'ils dorment peu la nuit, redoutant les incursions régulières et étant réveillés à chaque coup de feu. Comment peut-il en être autrement lorsque chacun d'eux a perdu un proche dans cette tragédie, que presque chaque nuit les combats se font entendre et que chaque jour ils jouent dans ce décor sordide entourés de ces martyrs-modèles ? A peine sommes nous arrivés en Palestine que déjà nous nous demandons ce que peut signifier l'enfance lorsque l'on grandit dans de pareilles conditions. C'est le propos du film de Juliano Mer Khamis dans lequel se succèdent des images de la création du théâtre de Jénine à la fin des années 80 et d'autres postérieures aux évènements de 2002. Dans les premières, les enfants semblent jouer dans l'insouciance, mais déjà on perçoit les traumatismes liés à l'occupation en les voyant imiter avec une incroyable vérité la violence des soldats israéliens. Dans les secondes, Juliano est retourné filmer treize ans plus tard ce que ces gamins sont devenus. On y voit la ville en ruine, le théâtre détruit, et le réalisateur constatant que tous les enfants filmés alors sont morts au combat, dans un attentat suicide, ou bien sont engagés dans la lutte armée contre l'ennemi. Ce que ce film montre de plus violent, ce n'est pas tant la violence quotidienne qu'a à subir toute une population, mais celle qui supprime l'avenir d'un peuple en lui confisquant son enfance.

La dureté des conditions de vie nous marque d'autant plus qu'elle contraste avec l'hospitalité et la gentillesse de la population. Un soir, nous sommes invités chez N., un jeune étudiant de l'université américaine rencontré au théâtre. Il nous présente sa

Lundi 22 octobre. L'assemblée générale réunit plus de cinquante personnes (militantEs LCR, CNT, FSU, SUD, Rezo-antiK, étudiantEs, Bové54, Collectif Résistance, non-encartés...) bien décidées à lutter contre le gouvernement et ses réformes : contre la casse des retraites, la chasse aux sans-papiers, les franchises médicales, le contrat unique, le démantèlement des services publics, le flicage des chômeurs et les radiations, le tout-sécuritaire, les cadeaux aux riches. Commencer à se coordonner, c'est une nécessité pour construire un mouvement d'ensemble. L'AG a été l'occasion d'un bilan des mobilisations des dernières semaines et d'une réflexion sur la construction de la mobilisation à venir. Avec en ligne de mire, la mobilisation des cheminots pour la défense des retraites, la mobilisation sur les facs et la journée de grève dans la Fonction publique le 20 novembre prochain. A défaut de compter sur les centrales syndicales pour organiser la grève générale (l'expérience récente de 2003 est là pour rappeler que ce n'est pas leur vocation...), on peut prendre appui sur les initiatives nationales pour aller de l'avant. Avec comme première étape : manifester activement notre soutien d'usagerEs aux cheminots en lutte le 14 novembre ! >>> à Nancy : le 14 nov., 7h00 du matin, Place Thiers

Argent de poche

Pendant qu'on nous explique de long en large depuis des années qu'il va falloir apprendre à se serrer la ceinture encore et encore plus, le président se concocte une petite augmentation de salaire de 140 %, soit 20 000 euros par mois d'argent de poche ! Dominique Strauss Kahn accède quant à lui au poste de président du FMI, avec une paye de 340 000 euros par an. Alors qui travaille plus ? Et surtout pour le profit de qui ? Qui peut croire que c'est encore un cas isolé notamment après l'augmentation de 70% du salaire des ministres il y a quelques années ?

Alors, faites des efforts, travaillez plus pour engraisser les patrons et les actionnaires, payez des impôts pour engraisser les élus plutôt que de financer les écoles ou les hôpitaux. Ces gens-là savent parfaitement s'entendre lorsqu'il s'agit de s'octroyer des avantages sur le dos du peuple.

Voilà une belle manifestation de la corruption des élites de la République bourgeoise ! Alors, allons-nous nous contenter de payer ? On ferait mieux de les faire payer, une fois pour toutes.

--- publicité amicale ---



*En voilà un canard
qui a l'air bien.
Et il est en vente libre
dans les kiosques !*

Interview de Pierre Kovalski, délégué central CGT de l'usine Kléber-Michelin à Toul (54)

Le groupe Michelin a annoncé début octobre son intention de se débarrasser de l'usine Kléber à Toul. S'il parvient à ses fins, ce sont 826 salariés qui vont se retrouver immédiatement sur le carreau, et des centaines d'emplois induits qui sont menacés dans la région.

Le Termite. Comment avez-vous appris l'annonce de la fermeture de l'usine, et quelles ont été les réactions des salariés ?

P. Kovalski. On l'a appris le 3 octobre au matin, à l'occasion d'un Comité Central d'Entreprise (CCE). La hiérarchie a immédiatement diffusé l'information aux salariés. Personnellement je m'y attendais depuis pas mal de temps mais quand je faisais état de mes craintes sur une probable fermeture de l'usine on me traitait de "pessimiste". La plupart des salariés ont été assommés par la nouvelle, plusieurs ont dû être accompagnés chez eux. C'est une décision du groupe Michelin qui était prévisible au regard de ce qu'ils ont fait ces dernières années. Leur seul objectif ce sont les bénéfices.

Le Termite. Comment la lutte s'organise-t-elle ?

P. Kovalski. On est en train d'étudier les solutions de rechange. Au CCE du 16 octobre, la direction a fini par nous laisser entrevoir des tableaux sur ses études et on pense qu'il y a des failles. On veut travailler là-dessus avec les experts, et aussi monter des groupes de travail avec le personnel pour prouver qu'il y a des solutions alternatives à la fermeture. Ça ne garantira pas une victoire contre Michelin, mais cela nous donnera du poids dans la discussion avec les pouvoirs publics. La lutte s'organisera en fonction de ce qu'on apprendra, et c'est les gens qui décideront.

Le Termite. Dans vos tracts, vous expliquez que Michelin fait de gros bénéfices (200 millions distribués aux actionnaires en 2006) et que ces bénéfices permettraient de financer le maintien de l'activité à Toul. Comment pensez-vous pouvoir contraindre Michelin à un tel choix ?

P. Kovalski. Les bénéfices réalisés chez Kléber suffiraient à sauver l'usine s'ils étaient réinvestis chez Kléber au lieu de partir dans le circuit financier de Michelin. Maintenant Michelin parle d'investissement pour faire du pneu « 1^{ère} ligne », alors qu'il dit lui-même que nous sommes spécialisés en 2^{ème} ligne. En ayant de bons arguments on pourra avoir du poids vis-à-vis des pouvoirs publics. Les dernières annonces du groupe laissent à penser que Michelin en est déjà à préparer sa prochaine fermeture. Les reclassements dans le groupe ne résoudront pas grand chose : il n'y a pas autant de place qu'on veut le faire croire. Et dans le personnel peu sont intéressés. Plusieurs salariés ont accepté de venir de Troyes pour travailler à Kléber Toul en 2001, et les voici de nouveau dans le circuit. Il n'y a pas plus tard que six mois Michelin proposait aux salariés de Bourges de venir s'installer à Toul !

Carnet de voyage en pays occupé Deuxième partie. Jénine

Arrivés à Jénine, nous visitons le camp de réfugiés qui dénote avec le reste de la petite ville arabe. Celle-ci est chaleureuse, traversée par un grand boulevard et quelques larges rues animées par les klaxons, la foule, et un marché où les vendeurs de fruits et de légumes, de viandes et autres pâtisseries crient pour attirer le chaland. Au contraire, dès l'arrivée dans ce qu'on appelle « le camp », on remarque la hâte avec laquelle les bâtiments ont été construits. A l'exception de la rue principale au pied du camp, tout le reste est construit à flanc de colline et quasiment inaccessible en voiture tellement les ruelles sont raides et défoncées par le passage des blindés. Toutes les maisons sont identiques : de forme carrée et jamais achevées, les étages s'ajoutant au fur et à mesure que le camp se peuple. Ici n'existe aucune activité commerciale ou sociale, aucun véritable magasin, café ou restaurant, aucun centre culturel ou sportif. Seuls lieux de vie : quelques épiceries improvisées au rez-de-chaussée d'une maison, l'école à l'entrée du camp, un terrain vague faisant office de terrain de football, et le fameux « théâtre de la liberté » créé par Arna Mer Khamis, cette fervente militante communiste israélienne dont l'histoire est contée dans « Les enfants d'Arna », l'incroyable film réalisé par son fils Juliano. Dans tout le camp, les murs sont littéralement tapissés d'affiches de « martyrs » posant en armes, l'air sévère, parfois entourés de médaillons représentant les leaders de leurs groupes politiques. Chaque fois qu'un combattant décède, une affiche à son effigie est reproduite en centaines d'exemplaires pour recouvrir les murs des rues adjacentes à sa maison. La nuit cela en devient effrayant. Le camp ne disposant pas de véritable éclairage public, seules de grandes affiches de martyrs illuminées procurent un peu de luminosité aux ruelles.

Pendant notre séjour, la population commémore les événements survenus cinq ans plus tôt. Le 3 avril 2002, en représailles contre un attentat perpétré à Netanya, les israéliens déclenchent l'assaut sur cette ville qu'ils considèrent comme le plus grand vivier de kamikazes palestiniens. Le siège dura 9 jours entiers. Après les avions, les hélicoptères et les chars, d'énormes bulldozers de l'armée achèvent la mission. Bilan de l'"opération remparts" : plus de 150 maisons littéralement rasées (10% de la ville), 52 palestiniens morts, plusieurs milliers sans abri, sans compter la population déplacée pour fuir l'attaque. Nous croisons des vestiges encore intacts de cet événement : maisons en ruine, carcasses de voitures criblées de balles, cimetières où sont alignées des dizaines de tombes identiques. Pour se souvenir de l'événement, une grande manifestation est organisée. Les combattants sortent en arme, grenades à la ceinture, brandissant fusils, mitraillettes et lances-roquettes, tirant des coups de feu en l'air. Rien n'est de trop pour impressionner l'adversaire qui nargue du haut de ses hélicoptères. La manifestation se dirige vers le terrain au centre du camp où une tribune a été installée. Par groupe et de manière presque

pendant 2 à 5 ans. De nombreuses régions proposent également (je cite pèle-mêle diverses mesures existantes et dépendant des conseils régionaux) : mise à disposition de locaux, mise à disposition d'un logement, prise en charge d'une partie des frais de fonctionnement, versement d'une prime d'installation, majoration de 20% des honoraires etc. + indemnités (logement, déplacement, indemnité d'étude) aux internes de médecine générale avec évidemment des périodes d'engagement minimales de 3 à 5 ans.

Ceci pour dire que les mesures incitatives existent – et je ne sais pas ce que vous en pensez mais elles sont assez lucratives – mais ne fonctionnent pas. (Il paraît maintenant qu'on va les renforcer et que ça va marcher.)

Il s'agissait alors de trouver un moyen de réguler l'installation des médecins. C'est pourquoi il était question de mettre en place cette mesure autoritaire de non conventionnement des médecins qui s'installeraient dans des zones surmédicalisées, obligeant de fait ceux-ci à s'installer dans des zones rurales où ils n'ont pas envie d'aller...

Les grévistes brandissaient le spectre de la médecine à deux vitesses puisque les patients qui les consulteraient seraient moins bien remboursés (le déconventionnement implique de fait le non remboursement par l'assurance-maladie). En fait, on ne comprend pas pourquoi les patients iraient consulter des médecins non conventionnés dans des zones où l'offre médicale est déjà largement suffisante !!! La réalité est que ces médecins n'auraient quasiment pas de patients, donc pas de revenus.

Et puis, ne pensez vous pas que la médecine à deux vitesses, elle existe déjà ??? A Nancy – comme ailleurs – quasiment tous les spécialistes sont en secteur 2 dit à « honoraires libres ». Ah oui, c'est vrai, si tu n'as pas beaucoup d'argent, il y a (encore) l'hôpital public. Mais là aussi, système à deux vitesses : les consultations privées (avec honoraires libres) ou les consultations publiques (tarif fixe, conventionné). Inutile de préciser que les délais ne sont pas les mêmes. Faut pas être pressé.

Je n'ai pas du tout entendu les jeunes médecins se révolter contre cet état de fait, comme je ne les ai pas entendus se mobiliser contre les franchises que les patients vont payer !

P.T., médecin urgentiste.

Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.

Date limite pour le prochain n° : le 1^{er} décembre

à l'adresse : bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

Le Termite. On se rappelle que le 16 septembre 1999 Lionel Jospin, alors Premier ministre, avait réagi à l'annonce de la suppression de 2 000 emplois par Michelin (déjà) en déclarant : « *Je ne crois pas qu'il faut tout attendre de l'Etat ou du gouvernement.* » Huit ans plus tard, même si les élus s'affichent aux côtés des salariés de Kléber, est-ce qu'on ne risque pas de voir se reproduire le même scénario ?

P. Kovalski. Jusqu'ici les pouvoirs publics sont clairement rangés du côté de Michelin. Un exemple : le préfet a dissuadé la direction du travail de participer à la réunion du CCE du 16 octobre, alors que juridiquement rien ne s'y oppose ! Est-ce que la France deviendrait une République bananière au service des puissances financières ? Le préfet reçoit la direction et le DRH de Kléber mais nous, il ne nous connaît que par RG interposés. Ce qu'il dit en substance, c'est qu'il jouera tout son rôle... pour accompagner la fermeture. Et le ministre est sur la même ligne. Nous, nous refusons cette fatalité de la fermeture, tout n'est pas joué.

Le Termite. En Allemagne les travailleurs d'une usine de fabrication de vélos (Bike Systems GmbH, dans la province de Thuringe Nordhausen), après avoir occupé leur usine depuis juillet, ont décidé de reprendre la production en auto-gestion. Est-ce qu'une perspective de ce genre est envisageable pour les pneus de chez Kléber ?

P. Kovalski. Oui et non. On aurait en partie les moyens avec les plus anciens dans l'entreprise qui sont installés depuis longtemps et n'envisagent pas de quitter le Toulouais, et certains cadres qui seraient peut-être même volontaires. Cela dit on serait confronté à des manques industriels : les mélanges utilisés dans la production des pneus sont livrés par Troyes et par une usine allemande, on n'a pas d'atelier de mélanges à Toul. On resterait donc dépendants de fournisseurs extérieurs, mais qui et à quel prix ? L'autogestion, cela voudrait dire aussi se refaire une marque, mettre sur pieds un service commercial, trouver une banque qui accepte de nous suivre. Et pour la distribution, vendre des pneus c'est moins facile que des vélos où on peut se débrouiller directement sur Internet.

Le Termite. Dans l'immédiat, comment les uns et les autres peuvent-ils soutenir votre lutte ?

P. Kovalski. Du côté du gouvernement on n'a pour l'instant aucun soutien : main dans la main avec Michelin, le gouvernement se pose jusque-là en fossoyeur. L'opposition politique nous soutient bien pour l'instant, même si dans l'ensemble elle n'a pas été à la hauteur à l'époque de Jospin, et si elle ne l'est pas plus aujourd'hui pour changer les choses. Il y a eu la grosse manifestation du vendredi 12 octobre, avec 3000 personnes dans les rues de Toul, qui a requinqué le moral, et à cette occasion la Mairie de Toul (socialiste) a beaucoup aidé à l'organisation. Michelin prétend que dans cinq ans, ils auront aidé à compenser les pertes d'emplois, mais en attendant ? Et qui va payer, sachant que Michelin ne veut rien payer mais tout au plus offrir son "assistance technique" ? On reçoit beaucoup de courriers, d'emails de soutien. On apprécie tout le soutien moral des habitants et des commerçants du Toulouais qui savent que la fermeture de Kléber c'est le gouffre économique annoncé.

Deux coups de gueule en un...



E Explosif

AEDS faut que ça cesse !

Alors qu'on nous rebat les oreilles avec le « trou de la sécu », les régimes spéciaux de retraite, la re-négociation des annuités nécessaires pour partir avec une retraite à taux plein, quelques dirigeants d'EADS ont fait joujou avec leurs stock options (ou revenu non déclaré pour les cadres) et les ont revendues en 2005, avant que soit annoncé le retard de l'A380.

On appelle ça « délit d'initié », en d'autres termes vaste manipulation des argentiers sur le dos des salariés avec (en prime) un grand silence du côté de l'Etat. Même le DRH a vendu ses titres ! Un plan de restructuration menace les salariés d'EADS.

Combien de 18 octobre faudra-t-il avant que les salariés ne prennent en main leur destin et leurs entreprises ?

Dehors les dirigeants mafieux !

Danger poison !

On apprenait récemment par les médias que le sol des Antilles est empoisonné par un pesticide dangereux, potentiellement cancérigène, utilisé pour traiter les bananiers contre les insectes. Ce produit a été interdit en métropole en 1990, mais une dérogation de trois ans a été accordée aux Antilles. Trois longues années d'empoisonnement en plus pour les sols, ceux qui cultivent les terres, travaillent pour les producteurs de bananes, ceux qui mangent tous ces produits. Les cultures vivrières, les ressources aquatiques sont atteintes. La métropole se tait ! Un nombre élevé de cancers a été dénombré, mais on n'a pas la preuve que le pesticide soit à l'origine de tout ça ! Encore faudrait-il la chercher la preuve...

Le lien entre ces deux scandales, c'est un système qui a pour principe économique l'exploitation éhontée de la terre, du travail des salariés tout en leur faisant croire qu'ils coûtent cher à la société et qu'ils devront autofinancer leurs retraites, leurs soins.

Travailler plus pour gagner moins !

Le système est rongé de l'intérieur, un jour il s'effondrera, pas sans nous bien sûr !



Xn - Nocif

Tribune

Grève des internes en médecine : Des motivations floues

Le conflit opposant le gouvernement et les internes en médecine vient de se solder par une victoire des jeunes médecins. J'aimerais en tant que professionnelle de santé apporter quelques éléments permettant de mieux cerner l'enjeu de ce mouvement, enjeu qui à mon avis était avant tout corporatiste et non pas de santé publique comme les grévistes auraient voulu le faire croire, s'attirant ainsi la solidarité de la population.

Je m'explique : quelle était la raison de la grève ? Il s'agissait de 2 articles du PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) 2008 qui visaient à ne pas conventionner les médecins libéraux qui s'installeraient dans des zones déjà surmédicalisées, ceci pour obliger les médecins à s'installer dans des zones déficitaires où on a besoin d'eux pour soigner la population.

Il existe en effet un grave problème de désertification médicale. Quelles en sont les causes ?

On peut incriminer une mauvaise gestion des gouvernements successifs avec notamment l'instauration du numerus clausus au début des études de médecine. Sans doute, dans un calcul un peu cynique, il était espéré ne pas faire augmenter trop les dépenses de santé, en diminuant l'offre.

On peut aussi s'interroger sur la pénurie dans certaines filières alors qu'il suffit d'augmenter le nombre de postes d'internes, et donc d'étudiants en deuxième année quelques années auparavant. C'est mathématique.

Mais, il faut reconnaître que la densité médicale en France, avec 315,5 médecins / 100 000 habitants est une des meilleures d'Europe et que le nombre de médecins a quasi doublé depuis 1979. On ne peut donc que constater que la raison profonde de la désertification médicale est la mauvaise répartition des professionnels sur le territoire. Ce n'est pas moi mais le bulletin de l'ordre des médecins de septembre 2007 qui parle d « héliotropisme caractérisé » des professionnels de santé !!!

Comment résoudre ce problème dans un pays où les médecins dit « libéraux » jouissent d'une totale liberté d'installation alors même qu'ils sont rémunérés en grande partie par un système collectif : la sécurité sociale ? (Finalement, on pourrait même se poser la question de la légitimité de l'exercice libéral de la médecine et on pourrait alors rêver d'un véritable service public de la santé...).

Depuis 3 ans, des mesures incitatives ont été mises en place afin d'aider les jeunes médecins à s'installer dans des zones de désert médical (dénommées ZRR = zones de revitalisation rurale) : exonération totale de l'impôt sur le revenu pendant 5 ans puis exonération dégressive pendant 9 ans ; exonération de la taxe professionnelle